

SG/TS/NS

**VILLE DE LEZIGNAN-CORBIERES
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille vingt et un et le vingt-cinq mars, à seize heures et trente minutes, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé, au palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

Mme BIRKENER, M. PUJOL, Mme LECEA, Mme PAILHIEZ, Mme BENET, M. VIVES, M FUMET, M COMBES, M JOLIS, M. MASUYER, M. LARRIGOLE, Mme DANRE, Mme JAFFUS, M CAUMEIL, Mme COURTOIS, Mme JULIAN, Mme LOUARN, M PENAVALIRE, M. DENARD, Mme BAROUSSE, Mme FABRESSE-ROCA, Mme COURRIÈRE-CALMON.

Ont donné mandat :

Mme Sylvie FUMET à M Bernard FUMET
Mme Valérie FERRET à M Jean-Paul PUJOL
M Jean-Claude LAVAUD à Mme Martine JAFFUS
Mme Sabrina FITO à M Gérard FORCADA
M Didier JULIAN à Mme Virginie JULIAN
M Laurent ROUGE à M Guy VIVES
M Serge LOMBARDI à Mme Sophie BIRKENER
M Freddy NOLOT à M Thierry DENARD
M Michel MAÏQUE à Mme Françoise BAROUSSE
Mme Christel DA CONCEICAO à Mme Catherine FABRESSE ROCA

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 23

Nombre de procurations : 10

Date de la convocation : 19 mars 2021

Date de l'affichage par extrait : 31 mars 2021

Secrétaire de séance : Mme Virginie JULIAN

OBJET :

Convention d'adhésion avec le Centre de Gestion de l'Aude – Service Référent alerte éthique et signalements

Monsieur le maire informe l'assemblée que depuis le 1^{er} Janvier 2018, le dispositif visant à permettre les signalements pour dissuader et prévenir des actes répréhensibles, qu'ils soient ou non constitutifs d'une infraction pénale et éviter le maintien de situations préjudiciables à l'intérêt général doit être mis en œuvre dans les collectivités et établissements publics d'au moins 50 agents, les communes de plus de 10 000 habitants, les départements, les régions et les EPCI regroupant au moins une commune de plus de 10 000 habitants.

Depuis le 1^{er} mai 2020, toutes les collectivités ou établissements publics doivent mettre en œuvre un dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes.

Ces missions peuvent être assurées par les Centres de Gestion.

Le CDG 11, par délibération en date du 16 Décembre 2020, a souhaité proposer aux collectivités, affiliées ou non, qui en feront la demande, d'assurer pour leur compte ces missions au travers d'une convention de mutualisation de moyens avec le CDG 09. Pour les collectivités non affiliées, un tarif forfaitaire annuel en sus du tarif des interventions des professionnels sera appliqué.

Ces missions seront assurées par Mr Claude Beaufils, référent déontologue du CDG09 depuis 2018.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de signer la convention Référent Alerte éthique et signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique proposée par le Centre de Gestion de la Fonction publique territoriale de l'Aude (CDG11)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 6 ter A,

Vu la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, prise en son Chapitre II,

Vu le décret n°2017-519 du 10 avril 2017 relatif au référent déontologie dans la fonction publique, article 8,

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de la transformation de la fonction publique,

Vu le décret n°2017-564 du 19 avril 2017 relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l'Etat,

Vu le décret n°2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique (AVDHAS),

Vu la circulaire du 19 juillet 2018 relative à la procédure de signalement des alertes émises par les agents publics dans le cadre des articles 6 à 15 de loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, et aux garanties et protections qui leur sont accordées dans la fonction publique,

Considérant qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, le dispositif « Lanceurs d'alertes » visant à permettre les signalements pour dissuader et prévenir des actes répréhensibles, qu'ils soient ou non constitutifs d'une infraction pénale et éviter le maintien de situations préjudiciables à l'intérêt général doit être mis en œuvre dans les collectivités et établissements publics d'au moins 50 agents, les communes de plus de 10 000 habitants, les départements, les régions et les EPCI regroupant au moins une commune de plus de 10 000 habitants ; que ces lanceurs d'alertes sont définis par la loi comme « toute personne physique qui révèle ou signale, de manière désintéressée et de bonne foi, un crime ou un délit, une violation grave et manifeste d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, de la loi ou du règlement, ou une menace ou un préjudice grave pour l'intérêt général, dont elle a eu personnellement connaissance » ; que sont exclus de cette procédure de recueil les éléments couverts par le secret de la défense nationale, le secret médical ou le secret des relations entre un avocat et son client ; que les employeurs territoriaux qui ne respectent pas l'obligation d'organiser une procédure de recueil d'alertes éthiques s'exposent ainsi à des contrôles de la part de l'Agence Française Anticorruption ;

Considérant par ailleurs que depuis le 1^{er} mai 2020, toute collectivité ou établissement public doit mettre en œuvre un dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes ;

Considérant que la procédure de recueil des signalements doit faire l'objet d'une large diffusion aux personnes concernées (agents et collaborateurs extérieurs ou occasionnels) :

Considérant de plus que ces missions peuvent être assurées par les Centres De Gestion de la Fonction publique territoriale (CDG) ; que le CDG11, par délibération du 17 décembre 2020, a souhaité proposer aux collectivités et établissements publics qui feront la demande, qu'ils soient affiliés ou non, d'assurer pour leur compte ces missions au travers d'une convention de mutualisation de moyen avec le CDG09 ; que le CDG11 propose ainsi de confier ces missions à Mr Claude Beaufils, référent déontologue du CDG09 depuis 2018 ; que la saisine de ce référent est opérationnelle depuis 1^{er} janvier 2021 ; que ce référent alerte éthique et/ou signalements AVHDAS exerce cette mission en toute indépendance que ce soit par rapport aux collectivités ou aux services du CDG11 ; qu'il est soumis à la discrétion et au respect du secret professionnel.

Considérant enfin qu'il revient à la Ville de Lézignan-Corbières de désigner un référent chargé de recueillir les alertes et de définir les modalités selon lesquelles le signalement pourra être déposé et examiné.

Considérant l'intérêt que représente l'adhésion à ces missions,

**Le Conseil Municipal, sur présentation et proposition de son rapporteur, M Pujol,
à l'unanimité,**

- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention Référent Alerte éthique et signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique (AVDHAS) proposée par le Centre de Gestion de la Fonction publique territoriale de l'Aude

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS

REÇU LE
01 AVR. 2021
A LA S/PREFECTURE DE NARBONNE

Le Maire,

Gérard FORCADA





CONVENTION D'ADHESION
SERVICE REFERENT Alerte éthique - Signalements

CONVENTION D'ADHESION

Entre,

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aude sis 85 avenue Claude Bernard 11000 Carcassonne, représenté par son Président, Monsieur Serge BRUNEL, dûment habilité par délibération du 17 Décembre 2020 ;

d'une part,

Et,

La commune de Lézignan-Corbières, représenté par son maire, **M. Gérard FORCADA**, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 25 mars 2021 dénommé le partenaire,

d'autre part.

Il est préalablement exposé :

La loi n°2016-483 du 20 avril 2016, dite loi de déontologie, a créé un article 28 bis à la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, qui prévoit que "tout fonctionnaire a le droit de consulter un référent déontologue, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des obligations et des principes déontologiques mentionnés aux articles 25 à 28".

S'agissant de la fonction publique territoriale, l'article 23 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 dispose que la fonction de référent déontologue constitue une mission obligatoire des centres de gestion pour les collectivités qui leur sont affiliées (article 23 II) et relève du socle commun de compétences dont peuvent bénéficier les collectivités non affiliées (article 23 IV).

Le décret n°2017-519 du 10 avril 2017 détermine les modalités et critères de désignation des référents déontologues.

Par ailleurs la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique prévoit en son article 8 - 1 que "le signalement d'une alerte est porté à la connaissance du supérieur hiérarchique, direct ou indirect, de l'employeur ou d'un référent désigné par celui-ci".

Le décret n°2017-564 du 19 avril 2017 pris pour son application précise en son article 4 III que les référents déontologues peuvent également être désignés pour exercer les missions qui sont confiées à ce référent.

Une circulaire de la ministre de la fonction publique du 15 mars 2017 relative au respect du principe de laïcité dans la fonction publique indique qu'un référent "laïcité" doit être clairement identifié dans chaque administration. Selon les spécificités des missions et l'organisation de chaque administration, les conseils en la matière pourront être apportés soit par un correspondant ou un référent "laïcité" dédié, soit par le référent déontologue créé par la loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires".

Enfin, le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 précise le contenu du dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes mis en place dans la fonction publique.

compétentes en matière de protection des agents et de traitement des faits signalés. Il précise enfin les exigences d'accessibilité du dispositif, de respect de la confidentialité et les modalités de mutualisation du dispositif entre les administrations.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Vu la délibération n° DE-CA-2020-34 du Conseil d'Administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Aude portant sur le service du référent déontologue.

ARTICLE 1^{er} : OBJET

Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aude (CDG 11) prend en charge la mise en œuvre du recueil des saisines du référent alerte éthique et/ou signalements par les agents de la commune de Lézignan-Corbières.

Le référent alerte éthique – signalements du Centre de Gestion est saisi sur (cochez la ou les cases correspondantes) :

☒ Recueil des signalements d'alerte éthique,

☒ Recueil des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes.

ARTICLE 2 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aude (CDG 11) permettra aux agents de la commune de Lézignan-Corbières d'accéder à l'ensemble des documents nécessaires à la saisine du référent alerte éthique - signalements.

La Commune de Lézignan-Corbières assurera auprès de ses agents, la communication et la diffusion des informations nécessaires à la saisine du référent alerte éthique - signalements.

La saisine sera effectuée directement par les agents, par voie dématérialisée sur le site du Centre de Gestion de l'Aude, ou par courrier.

La commune de Lézignan-Corbières pourra également saisir directement le référent alerte éthique - signalements conformément aux dispositions prévues par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

ARTICLE 3 : COÛT DU SERVICE

Le coût de chaque prestation au Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aude (CDG 11) sera refacturé à la commune de Lézignan-Corbières selon les principes suivants :

- **Examen de la recevabilité de la demande : 60 €**
- **Réponse de fond : 155 € ou 280 € selon la complexité de la demande**

L'adhésion annuelle sera répercutée dans le coût facturé à la commune de Lézignan-Corbières au travers des **10% de frais de gestion forfaitisés**.

- L'intervention de professionnels qualifiés du CDG 11 :

- Coach : 27.33 €/h, à condition que ses vacations comptent pour 7 heures
- Préventeur : 48.80€/h
- Infirmière : 26.75€/h
- Médecin : 66.74€/h
- Psychologue du travail : 24.08€/h

Si la collectivité ou l'établissement public dispose des ressources internes pour assurer la prise en charge des prestations (juriste, médecin, infirmière, préventeur, psychologue du travail,...), ces dernières pourront être mobilisées sans recourir à celles proposées par le Centre de Gestion de l'Aude.

Les décisions seront prises au cas par cas.

- Les frais de déplacement, de repas et de nuitées :

La commune de Lézignan-Corbières prendra en charge, en cas de nécessité, les frais de déplacement et d'hébergement du référent déontologue dans le département de l'Aude aux conditions suivantes :

- **Frais de déplacements :** pris en charge, conformément à l'arrêté du 26 février 2009 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant le taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels.
- **Frais de repas :** 17.50 € par repas, conformément à l'arrêté du 11 octobre 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels.
- **Frais d'hébergement :** pour tenir compte de la situation particulière du déplacement du référent déontologue, le remboursement sera effectué au regard de la somme engagée dans la limite des plafonds visés par l'arrêté du 11 octobre 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels.

- Des frais de gestion à hauteur de 10%, seront appliqués pour la mobilisation des différentes prestations et seront refacturés à la commune de Lézignan-Corbières.

.

- Pour les collectivités ou établissements non affiliés au CDG11, une contribution annuelle de 2 000 euros sera versée, à la signature de la convention et à chaque renouvellement annuel. **Le calcul de cette contribution s'effectue au prorata temporis.**

Cette tarification s'applique à l'ensemble des collectivités et établissements publics du département, chaque fois que le service est sollicité.

Le montant est calculé en fonction des interventions.

ARTICLE 4 : OBLIGATION DE LA COLLECTIVITE

La collectivité s'engage à communiquer aux agents l'ensemble des cas de saisine visées à l'article 1, ainsi que leurs modalités d'accès.

ARTICLE 5 : FACTURATION

Un état des saisines des agents de la commune de Lézignan-Corbières sera transmis trimestriellement par le référent déontologue au Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aude (CDG 11).

Cet état sera communiqué à la commune de Lézignan-Corbières pour facturation.

Les sommes dues seront mandatées à l'ordre de :

**Monsieur l'Agent Comptable du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aude
PAIERIE DEPARTEMENTALE**

90 Rue Pierre Sénard

CS 10072

11890 CARCASSONNE CEDEX 9

Banque de France Carcassonne

CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° COMPTE	Clé RIB
30001	00257	C1120000000	74

IBAN : FR30 3000 1002 57C1 1200 0000 074

BIC : BDFEFRPPCCT

N° SIRET

**DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DE L'AUDE**

SIRET : 281 100 024 00021

APE : 8411 Z

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique en vigueur.

ARTICLE 6 : EFFET – DUREE – DENONCIATION DE LA CONVENTION - CONTENTIEUX

La présente convention est conclue à compter du 2021 jusqu'au 2021 et renouvelable ensuite tacitement deux fois pour une période de 1 an.

Au terme de ce délai de trois ans, la convention devra être renouvelée par reconduction expresse.

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties sur intervention de l'organe délibérant sous réserve que la décision soit notifiée au/par le Centre de gestion de l'Aude avant le 30 septembre de l'année. La décision prendra effet au 1^{er} janvier de l'année suivante.

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, tout litige éventuel pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Carcassonne, le

**Le Maire
de Lézignan-Corbières,**

**Le Président
du Centre de gestion de la FPT de l'Aude,**